

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le blairisme ne mérite pas des admirateurs de gauche

- International - Europe -

Date de mise en ligne : samedi 3 juin 2006

Démocratie & Socialisme

Après la sévère défaite du New Labour aux élections municipales, une majorité du groupe parlementaire travailliste a exigé de Tony Blair qu'il annonce la date de son départ anticipé de Downing Street. Le parti a perdu 200 000 adhérents depuis 1997 (- 50 %) et l'image du premier ministre est très dégradée dans l'opinion publique. Le public le perçoit comme un menteur invétéré et son autoritarisme déplaît. Les Britanniques contestent surtout sa politique de marchandisation des services publics et l'occupation américano-britannique en Irak est plus impopulaire que jamais.

Et pourtant le cercle de ses admirateurs à l'extérieur du royaume ne fléchit pas. À droite, Bush continue de louer le « courage » de l'homme d'État qui a coorchestré avec lui le plus grand désastre géopolitique de l'après-guerre (sur la base de rapports mensongers) ; Berlusconi, Aznar, Durão Barroso ont à de nombreuses reprises salué celui qui a su faire « fructifier » l'héritage thatchérien, et le baron de Seillière, enthousiaste, s'est exclamé : « Je suis un socialiste anglais ! » À gauche, la social-démocratie n'a pas tari d'éloges non plus, à quelques exceptions près. La minorité antilibérale du PS a certes rejeté en bloc la « troisième voie » blairiste. Mais l'axe majoritaire jospino-hollandais a réagi avec ambiguïté et hypocrisie au défi qu'elle posait.

Seul Dominique Strauss-Kahn a eu l'honnêteté intellectuelle de mettre ses actes en rapport avec ses paroles, en nouant des liens étroits avec les idéologues du blairisme. Plus récemment, Ségolène Royal a décerné un brevet de « politique de gauche » à l'action du gouvernement britannique. Pour ses admirateurs de gauche, le blairisme n'est certes pas la panacée (guerre d'Irak, amitiés douteuses avec Bush et Berlusconi), mais son bilan économique est « bon ». Blair est crédité de la rénovation des services publics et de « bons résultats » sur le plan du chômage.

Depuis 2001, le gouvernement néotravilliste a effectivement augmenté le budget de l'État dans les transports, la santé et l'éducation.

Cependant, Tony Blair a largement recours au service privé pour moderniser les services publics à travers les partenariats public-privé (PPP). Les PPP sont un projet d'inspiration néolibérale (conçu par les conservateurs).

On confie au privé la construction d'infrastructures (hôpitaux, écoles, prisons) qui en assure ensuite la gestion. L'État doit souvent subventionner une partie de ces projets à but lucratif, alors qu'il n'est ni propriétaire des immeubles construits ni ne reçoit aucune des recettes liées à son exploitation. En pratique, les PPP coûtent plus cher aux contribuables que des services publics gérés par l'État et ils tendent à offrir aux usagers des services de qualité inférieure.

Des conclusions hâtives sont tirées de la simple comparaison des taux de chômage britannique (5 %) et français (10 %). Plus de la moitié des titulaires du régime d'invalidité (Incapacity Benefit), environ 2,7 millions d'individus, sont en réalité des chômeurs de longue durée. Le gouvernement considère que ces personnes sont inemployables car leur niveau de qualification est très faible.

Le taux de chômage britannique est ainsi artificiellement revu à la baisse. La segmentation du marché du travail est telle qu'à côté de régions riches (le sud de l'Angleterre), il existe des poches de pauvreté profonde (nord de l'Angleterre, Écosse, des quartiers de Londres). Ce sont dans ces régions et au sein de ces catégories sociales continuellement exclues du marché du travail que l'on recueille les bataillons d'individus en régime d'invalidité.

Le gouvernement néotravilliste a mis en place depuis 1997 des politiques assez « agressives » de retour au travail. Le New Deal pour les jeunes, tant vanté par Ségolène Royal, est un super CPE qui vise avant tout à alimenter les secteurs (les services en particulier) qui requièrent une main-d'œuvre sous-qualifiée, mal rémunérée et corvéable à

souhait.

Il est donc cohérent que les conservateurs et néolibéraux de tout poil trouvent le blairisme à leur goût. Par contre, comment expliquer la persistance d'un courant blairophile à gauche ?

Crasse ignorance de la situation britannique ? Ou alors, ces demi-habiles prépareraient-ils l'opinion à l'inéluctabilité d'un blairisme à la française ?

Philippe Marlière

Maître de conférences en sciences politiques à l'université de Londres.

Auteur de « *La Troisième Voie dans l'impasse. Essais sur Tony Blair et le New Labour* », Syllepse, 2003.